

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

## ÉDITORIAL

### Pour *Charlie Hebdo*

Après l'épouvantable tuerie commise dans les locaux de la rédaction de *Charlie Hebdo*, tous les journaux de la planète portent le deuil.

La liberté de la presse est inséparable de la démocratie et de toutes les autres libertés. Cette liberté signifie d'abord et principalement la liberté de contrôler, de critiquer, d'attaquer les centres de pouvoir, quels qu'ils soient. Il faut se garder de la confondre avec une molle tolérance, qui s'accommode de la dissidence à condition de ne pas avoir à discuter avec elle.

La liberté de la presse suppose le devoir de débattre, car elle a des effets politiques concrets, elle ne se réduit pas aux mots et aux images qu'elle emploie. Défendre la liberté de la presse, ce n'est pas minimiser la responsabilité de cette dernière, mais c'est tout au contraire affirmer que, dans une démocratie, la liberté s'exprime au travers du conflit.

Cependant, l'assassinat de la moitié de la rédaction de *Charlie Hebdo* ne se limite pas pour nous à un attentat contre la liberté de la presse. Ce n'est pas n'importe quel journal qui a été attaqué, ce ne sont pas n'importe quelles opinions qu'on a voulu faire taire. Quand on leur conseillait de faire preuve de retenue, d'éviter les provocations, de se montrer «responsables», les journalistes de *Charlie Hebdo* ont rappelé qu'il n'y a pas de presse libre sans obstination, ni de liberté sans courage. Huit l'ont payé de leur vie, ce qui devrait permettre d'une part de juger de leur supposée «lâcheté», et de rappeler d'autre part que militer pour la laïcité signifie toujours, en 2015, se mettre en danger de mort, en France comme en Tunisie, en Irak comme en Russie ou en Arabie Saoudite.

Que l'on ne se soit pas esclaffé devant tous les dessins publiés dans *Charlie Hebdo* depuis sa renaissance en 1992, que l'on n'ait

*(suite en page 2)*



## Des assassinats politiques

Ce 7 janvier 2015 deviendra l'une de ces dates qui structurent notre calendrier. L'exécution de la moitié de la rédaction d'un journal est un événement de première importance dont les conséquences seront immenses et durables. Face à la complexité de cet événement et de ce qu'il peut signifier, il faut garder intacte notre capacité de réflexion et de jugement, ne pas s'égarer dans de fausses voies et, surtout, rester vigilant·e·s face aux réactions, qui pour certaines s'avèrent d'ores et déjà catastrophiques.

*Lire en pages 1 à 3*

### ■ Syndicats

Le comité directeur d'Unia reprend-il les thèses d'économiesuisse?

**Page 4**

### ■ Économie

La décision de supprimer le taux plancher pose la question du contrôle démocratique de la BNS.

**Pages 6 - 7**

### ■ Fête du slip

Enfin du cul dans *Pages de gauche!*

**Page 10**

(suite de la page 1)

pas applaudi à tous les articles qui y ont été publiés, voilà qui est bien normal. Quel journal pourrait prétendre satisfaire tous les jours tous ses lectrices-eurs? Le problème n'est évidemment pas là. Politiquement, *Charlie Hebdo* se situait à la gauche d'une bonne partie de la presse française, si l'on consent du moins à considérer qu'être à gauche ne se mesure ni au degré d'acquiescement face aux politiques du gouvernement Hollande, ni à la recherche compulsive de la position la plus minoritaire possible.

À cet égard, la récupération de l'événement par un exécutif français en mal de légitimité et par une camarilla de dictateurs, de technocrates et de criminels le dispute en bouffonnerie au ton qui était celui du journal, mais avec des valeurs inversées. L'espace d'un jour, ces puissants ont été les bouffons de la liberté de la presse, et de la liberté tout court. En se déroulant à l'écart du peuple, cette parade a réaffirmé ce que cette liberté était véritablement, c'est-à-dire une liberté sous contrôle. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement annonce les premières mesures «anti-terroristes» censées protéger la France, voire la civilisation, au prix d'une attaque contre les libertés, tandis que Orbán et Netanyahu retournaient les massacrer chez eux. L'idée que la «sécurité» devrait se payer au prix de libertés amoindries est à la fois fausse et dangereuse.

Pourtant, les manifestations du 11 janvier n'étaient pas ce cortège des puissants, ne l'oublions pas. Une manifestation n'appartient pas à la personne la plus haut placée qui y participe, et cette dernière ne définit ni son sens ni ses revendications. Les millions de personnes qui ont défilé dans toutes les villes de France, et ailleurs, ne marchaient pas derrière François Hollande. Quant à savoir ce qu'elles exprimaient, c'est ici que les vrais problèmes apparaissent. Convenons au minimum que ces manifestations ont rassemblé pour un temps des personnes et des opinions politiques très diverses,

non pas unanimes mais unies, ce qui leur donne un premier sens. Ajoutons ensuite qu'il est de la responsabilité des forces de gauche, non pas de «récupérer» ces rassemblements, mais d'en proposer une signification à laquelle d'autres pourront se joindre. Il nous incombe donc que celle-ci soit construite autour des libertés fondamentales, de la laïcité et de l'égalité, plutôt que sur la guerre contre le terrorisme et le «choc des civilisations».

Les forces qui, ces prochains mois, vont poursuivre la construction d'un ennemi fantasmé sont puissantes. Et parce que la figure toute trouvée de cet ennemi – celle de l'Arabe «radicalisé» ou «fanatisé», forcément traître et fourbe – n'est pas neuve, il importe de retrouver les paroles de celles et ceux qui ont déjà dû la combattre.

«C'est aux «disparus» et à ceux qui, sûrs de leur cause, attendent sans frayeur la mort, à tous ceux qui ont connu les bourreaux et ne les ont pas craints, à tous ceux qui, face à la haine et la torture, répondent par la certitude de la paix prochaine et de l'amitié entre nos deux peuples qu'il faut que l'on pense en lisant mon récit, car il pourrait être celui de chacun d'eux.»

Ces phrases, c'est Henri Alleg qui les a écrites en 1957. Alleg était lui aussi journaliste, directeur d'*Alger républicain*, un journal interdit en 1955. Torturé pendant des semaines par les parachutistes de l'armée française, il ne dut qu'aux circonstances de ne pas y perdre la vie. Puissent aujourd'hui ces phrases recouvrir les innombrables appels à la guerre, et rappeler qu'au milieu d'une autre barbarie, certains se sont battus pour l'amitié entre les peuples, en refusant de confondre les tortionnaires et celles et ceux au nom de qui on torturait.

Réd.

## SITE INTERNET

Ce mois-ci, on pourra lire sur notre site Internet deux articles consacrés aux résultats des dernières élections en Grèce, ainsi qu'un compte rendu du livre de Guillaume Duval *Marre de cette Europe-là?*.

## CONFÉRENCES ET DÉBATS

Le Collège du travail organise une rencontre-débat autour du thème «Action directe et défense des conditions de travail hier et aujourd'hui», à l'occasion de la parution du livre d'Alexandre Elsig *La Ligue d'action du bâtiment: L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres*. Cette soirée se tiendra le mercredi 25 février 2015 à 19h30, à l'Université ouvrière de Genève.

Plus d'infos sur:

[www.collegedutravail.ch](http://www.collegedutravail.ch)

Le Collège international de philosophie propose quant à lui un colloque consacré à l'oeuvre du psychanalyste argentin José Bleger (1923-1972), intitulé «Ambiguïté, subjectivation et création sociale, analyse d'une théorie minoritaire latino-américaine». Il se déroulera du 19 au 21 mars 2015, à Uni Bastions à Genève.

Plus d'infos sur: [www.exil-ciph.com](http://www.exil-ciph.com)

## IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3  
[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
[info@pagesdegauche.ch](mailto:info@pagesdegauche.ch)

**Rédaction:**  
Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

**Comité:**  
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

**Secrétariat de rédaction, mise en page:**  
Gabriel Sidler

**Webmaster:**  
Mathieu Gasparini

**Illustrations:**  
Christian Vullioud (Cévu)

**Maquette:**  
Marc Dubois, Lausanne

**Relecture:**  
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



CHARLIE HEBDO

# Des réactions très gauches

Si la réponse au massacre de *Charlie Hebdo* devait être une forme d'union nationale, c'est raté. On peut s'en réjouir car l'union nationale derrière Valls, l'armée et les curés, ce n'est pas trop «Charlie» comme attitude.

Cependant, il en va de même au sein de la gauche. On aurait pu croire que le lâche assassinat de journalistes désarmé-e-s au nom d'une idéologie théocratique, et la réaction de millions de citoyennes et de citoyens descendu-e-s dans les rues pour défendre les libertés démocratiques fondamentales, auraient pu susciter des réactions à peu près convergentes au sein de la gauche: condamnation sans arrière-pensée du premier événement, soulagement et participation massive dans le deuxième cas. C'était compter sans ces deux pathologies de la gauche: l'avant-gardisme et le campisme.

Les corps n'étaient pas encore froids que les penseurs de l'avant-garde mitraillaient déjà leurs analyses. Trois heures après les attentats, la revue de la gauche radicale chic new-yorkaise *Jacobin* expliquait que, certes, il ne faudrait pas tuer de journalistes, mais que *Charlie Hebdo* était quand même une sacrée raclure de journal sexiste, raciste, islamophobe, etc. Le toujours subtil Norman Finkelstein (auteur d'ouvrages expliquant que les Juifs profitent de l'Holocauste) n'a quant à lui pas hésité à comparer *Charlie* au journal

nazi *Der Stürmer* et les meurtriers aux résistant-e-s...

Quant aux millions de personnes qui ont témoigné leur solidarité en se mobilisant pour la liberté d'expression, elles seraient au mieux trompées ou manipulées, ou seraient au pire des hypocrites pleurant la mort d'hommes blancs et franchouillards tout en étant incapables de verser la moindre larme sur les massacres commis par l'armée israélienne à Gaza.

## ANTI-IMPÉRIALISME DE PACOTILLE

Il faut bien sûr faire la part des différences «culturelles» dans ces réactions (c'est un comble!), car elles témoignent souvent d'une méconnaissance totale des débats politiques français. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer le poids d'un nouveau paradigme, adopté par une partie de la gauche dite «radicale» depuis une quinzaine d'années, à savoir le remplacement du sujet révolutionnaire classique par l'Islam politique. Au nom d'un anti-impérialisme de pacotille et suivant la théorie «campiste» qui veut que les ennemis de nos ennemis soient nos amis, cette gauche se lie avec les islamistes du moment parce qu'ils se prétendent anti-américains et anti-israéliens. Et, au nom du fait que les Musulman-e-s sont victimes d'un racisme bien réel en Europe, elle considère que toute critique de la religion est une insulte faite aux plus faibles.

Dans cette logique binaire, combattre le racisme, c'est s'interdire de critiquer les religions: les croyant-e-s musulman-e-s sont devenus les nouveaux prolétaires, et le respect a remplacé la raison. Comme l'écrit le parti trotskiste britannique SWP, spécialiste du rapprochement avec l'islamisme au nom de l'anti-impérialisme: «En Europe, le soutien de des sections substantielles de la gauche radicale a apporté à *Charlie Hebdo* correspond à l'abandon de la minorité musulmane».

Ces réactions dans le monde anglophone ne sont que la version épurée et poussée dans ses dernières conséquences de discours qui sont apparus dans la gauche française depuis le 7 janvier, de Mona Chollet à Alain Badiou, d'une partie des militant-e-s d'Attac à Frédéric Lordon, sans même parler du Parti des Indigènes de la République, dont plus personne ne peut encore sérieusement prétendre qu'il se situe à gauche. Il ne reste plus qu'à espérer que ces voix demeurent minoritaires.

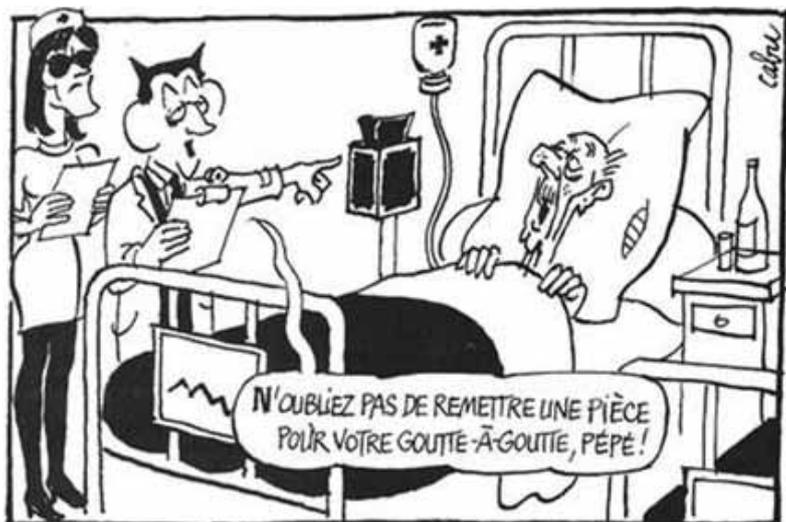
*Chevalier de la Barre*

## L'échappée totalitaire

Au lendemain du 7 janvier 2105, le quotidien *24Heures* titrait «La pensée libre assassinée». L'autre pensée émergeait rapidement; dans un éditorial, *24Heures* amorçait la pompe sécuritaire et nous enjoignait à «lever des obstacles idéologiques d'un autre âge» afin de renforcer «notre sécurité». Cette sécurité qui passe par une surveillance généralisée, totale et incontrôlée des citoyen-ne-s, et fait l'impasse sur tout le reste.

Pas d'angélisme chez l'UDC, puisque le conseiller national Walter Wobmann, président du comité d'Egerkingen, a aussitôt proposé d'interdire aux Syrien-ne-s et aux Irakien-ne-s l'accès au territoire helvétique. En effet, des terroristes pourraient s'infiltrer parmi eux. Bien que les faits démontrent que les récents actes terroristes sont l'œuvre d'Européen-ne-s, l'UDC exploite cette libération de la parole vers le pire pour avancer des idées détestables.

Plus loin encore dans l'impasse, l'avocat genevois Charles Poncet, ancien défenseur de Kadhafi, prolonge sa réflexion qu'il avait publiée en octobre 2014 dans *l'Hebdo*. Il y réclamait, au titre «d'une réponse nouvelle» au terrorisme, dans l'ordre, la peine de mort, l'apatridie et l'utilisation de la justice militaire. Malheureusement, rien de nouveau dans ces propos, juste les vieilles réponses des États totalitaires. MG



## SYNDICATS

## Unia: la direction dérape

L'article du comité directeur d'Unia, paru dans L'événement syndical, peut être lu sur notre site.

Dans *L'événement syndical* du 12 novembre 2014, le comité directeur d'Unia donne douze raisons d'entretenir de bonnes relations avec l'Europe. L'articulation est simple et se déroule en deux phases. La peur d'abord par l'affirmation que les accords bilatéraux permettraient d'éviter la disparition de la place industrielle et scientifique helvétique. Ils préserveraient ainsi les salarié-e-s du destin de servir des riches et des touristes dans un «paradis offshore pour multinationales en quête d'optimisation fiscale». L'espoir ensuite par la reconnaissance du fait qu'il serait nécessaire de renforcer les mesures d'accompagnement et les droits sociaux en Suisse. Il n'y a toutefois aucune précision sur les mesures à prendre et sur les moyens à utiliser.

Or, ce constat de départ péremptoire ne lasse pas de surprendre car les accords bilatéraux sont l'un des sujets les plus controversés au sein de la gauche et du mouvement syndical helvétiques. Il ne s'agit pas ici de nier les contraintes objectives du mouvement syndical suisse tels que la dépendance de l'économie helvétique à ses exportations vers l'UE ainsi que le rapport de force difficile que rencontrent les syndicats pour améliorer les droits sociaux. Il s'agit plutôt de

questionner la ligne politique de la direction du plus grand syndicat helvétique, et son prix.

**CHANTAGE PATRONAL**

En fait, depuis le vote du 9 février, le patronat a entamé une contre-offensive afin d'éviter que ces accords ne tombent alors qu'ils leur facilitent l'exportation sur le marché européen et l'engagement de travailleurs-euses migrant-e-s. Par la bande, celui-là en profite également pour exiger la suppression des déjà faibles mesures d'accompagnement. Le chantage patronal n'est pas nouveau, ce qui est bon pour les entreprises est bon pour les salarié-e-s. Que le patronat en appelle à la responsabilité des syndicats et à l'union sacrée derrière l'économie helvétique n'a rien de surprenant. Que la gauche gouvernementale reprenne en chœur avec des discours suintant la bonne volonté sans traiter des conditions de travail, on s'y est habitué. Par contre, que le mouvement syndical lui emboîte le pas en reprenant les mêmes discours n'était pas vraiment attendu. Certes le mouvement syndical rappelle le spectre du statut de saisonnier-ière et dénonce la xénophobie, mais il y a quand même des silences qui en disent long.

**ÉLOGE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Mais voyons le texte. La première partie de l'article traite de l'importance sociale de ces accords car ils donnent la possibilité de travailler et de séjourner en UE; imposent les mêmes conditions de travail à la «main d'œuvre» migrante et indigène; permettent aux étudiant-e-s, aux enseignant-e-s et aux chercheurs-euses de participer aux programmes européens; encouragent le cinéma européen; et sont gages de paix.

La seconde partie souligne leur importance économique car ils facilitent les échanges commerciaux avec l'Union européenne; permettent d'importer de la «main d'œuvre qualifiée»; assainissent les assurances sociales; stimulent les projets de

recherches et développement; maintiennent les emplois ainsi que les investissements en Suisse; et enfin garantissent une stabilité juridique aux PME sur le marché européen. Ce document affirme donc que les accords sont un bienfait pour la mobilité de la population en Europe, pour l'économie helvétique et par ricochet pour les emplois en Suisse.

**DES PRÉOCCUPATIONS ÉTRANGES**

À vrai dire, on a peine à voir dans ce document un texte rédigé par une organisation de travailleurs-euses à destination de ses membres. En effet, il traite surtout des secteurs à emplois hautement qualifiés et des préoccupations supposées des classes privilégiées. Il ne rappelle pas que l'Union européenne est une machine de guerre antisociale dont la cour constitutionnelle a déjà publié plusieurs arrêts cassant des droits syndicaux fondamentaux. Il reprend à son compte et valide le discours du chantage à l'emploi. Or, les entreprises ne créent pas l'emploi mais font la guerre pour capter des parts de la demande globale déterminée par la conjoncture pour ensuite les convertir en emploi. Il ne fait nullement mention des conditions de travail et des droits syndicaux en Suisse ainsi que des moyens et objectifs à mettre en œuvre pour les améliorer. Il ne traite pas du fait que la libre-circulation met objectivement les travailleurs-euses en concurrence et que ces dernières-ières le constatent au quotidien, même s'ils-elles sont migrant-e-s.

De la sorte, il ne prend pas la mesure du gouffre qui se crée avec les préoccupations de leur base et ne propose aucune réponse. Au contraire, de manière insidieuse, il taxe de xénophobie toute expression contre les accords bilatéraux et ordonne aux prolos de se taire pour se contenter de son rôle de «main-d'œuvre». L'appel initial à des lendemains meilleurs ressemble donc fortement à un simple engagement de bonne volonté.

La rédaction



ZURICH

## Le PS en ordre de bataille

Les élections cantonales zurichoises auront lieu le 12 avril prochain. Pour le Conseil d'État, sept sièges sont en jeu. Il y a cinq candidat-e-s des partis bourgeois (2 UDC, 2 PLR, 1 PDC) et quatre candidat-e-s de gauche (2 PS, 1 Vert, 1 de l'Alternative). Actuellement, le gouvernement est composé de 2 UDC, 2 PLR, 2 PS et 1 Vert. Au parlement cantonal, la majorité de droite est écrasante et il sera très difficile de changer cela. Parfois, il est quand même possible de construire des coalitions, par exemple avec les Verts libéraux sur des questions écologiques. Ainsi l'objectif de la gauche, pour ces élections, est d'assurer la représentation des trois partis de gauche au gouvernement et de gagner des sièges au parlement.

Le PS a mené une importante campagne impliquant d'innombrables bénévoles

à travers tout le canton. Les membres, sympathisant-e-s, donatrices-eurs ont été contacté-e-s par téléphone, et incité-e-s à se mobiliser pour les élections. La volonté est d'éviter que celles et ceux qui voteraient pour le PS ne se déplacent finalement pas aux urnes. Le PS Zurich veut changer cela. Le même modèle de campagne sera lancé pour les élections fédérales de 2015, et si possible dans tous les cantons.

### «WIR PACKEN AN!»

Les thèmes centraux de la campagne sont les thèmes traditionnels de la sociale-démocratie. Les mots d'ordre étaient «pour des loyers décents» et «pour des impôts équitables». Le slogan de la campagne est «nous emménageons!», symbolisé par un ruban de construction rouge et blanc sur tout le matériel de campagne.

Cela signifie que le PS veut agir sur les principaux chantiers politiques, la justice sociale et le logement et que le PS peut faire mieux que les autres.

Pour le Conseil d'État, le sortant Mario Fehr et la conseillère nationale et vice-présidente du PS Suisse, Jacqueline Fehr sont partant-e-s. Jacqueline Fehr a beaucoup œuvré en faveur de l'éducation, de la santé et de la justice sociale, et cela ajoute encore à la campagne du parti. Jacqueline Fehr, milite également pour la recherche, l'innovation et la durabilité.

Rebekka Wylter  
(Traduction MG)

Pour en savoir plus:  
[www.spzueri.ch](http://www.spzueri.ch)

COOPÉRATIVES

## Un témoin du mouvement coopérativiste

L'équipe de *Pages de gauche* a fait sa traditionnelle sortie annuelle à Saint-Claude, dans le Jura français, au mois de janvier. Saint-Claude a une histoire singulière, qui tourne autour de sa célèbre maison du peuple et de sa coopérative, La Fraternelle.

Inaugurée en 1910, la maison du peuple constitue le lieu emblématique du mouvement coopérativiste de la région, si vivant à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans ces années, la maison du peuple sert de lieu de sociabilité, avec un café, un théâtre, une salle de gymnastique, une bibliothèque, une imprimerie, des logements, des salles de réunion et d'assemblée et, bien sûr, des espaces de vente pour

les produits du réseau des coopératives créé par La Fraternelle.

Les statuts de cette coopérative sont les premiers en France à prévoir que les bénéfices des activités coopératives seront investis dans la création de nouvelles coopératives plutôt que d'être redistribués entre les membres. À partir de ce moment-là, Saint-Claude devient le centre d'un vaste réseau de coopératives, qui connaîtra son apogée dans l'entre-deux-guerres et s'étendra jusqu'à Besançon.

Durant la Seconde Guerre mondiale, la maison du peuple sert de base pour de nombreuses activités de soutien à la Résistance, très active dans cette partie du Jura. L'impri-

merie, en particulier, sert à la diffusion de journaux clandestins et de tracts. Dénoncée, la maison manquera d'ailleurs de peu d'être incendiée par les troupes nazies en 1944.

Dans l'après-guerre La Fraternelle, et avec elle la maison du peuple de Saint-Claude, connaîtra le sort de la plupart des coopératives européennes et déperira lentement. Aujourd'hui, la maison du peuple est gérée par une association et propose une programmation culturelle variée (cinéma, théâtre, musique), qui maintient en vie l'esprit de ce lieu si particulier.

Antoine Chollet

À consulter:  
[www.maisondupeuple.fr](http://www.maisondupeuple.fr)

## ÉCONOMIE

# Banqueroute Nationale Suisse

L'annonce fracassante de la Banque nationale suisse (BNS) de supprimer le «taux plancher» a causé beaucoup d'émoi et d'autant plus d'inquiétudes. Quelles en sont les causes et les conséquences?

## UNE ÉCONOMIE MOINS CONCURRENTIELLE

Lorsque le franc suisse est très fort, comme maintenant, la première chose qui saute aux yeux, c'est l'avantage immédiat. Si l'on va en voyage, ou si l'on achète des produits à l'étranger, notre pouvoir d'achat est nettement plus fort. Toutefois, l'inverse est aussi vrai, mécaniquement: plus le franc est fort, plus le pouvoir d'achat des étranger-e-s est

faible s'ils se fournissent en Suisse. Le problème existe aussi à l'intérieur du pays: du jour au lendemain, la marchandise importée est moins chère que celle fabriquée localement.

Voilà pourquoi le franc fort est tellement craint: il met sous pression toute entreprise ou personne qui produit en Suisse. Cela frappe évidemment en particulier l'industrie d'exportation, la production locale en concurrence avec celle qui est importée, ou encore le tourisme.

## DE QUOI EST FAIT LE PLANCHER?

Pour contrer ce risque, la BNS avait décidé de mettre en place un taux «minimum» de 1 fr. 20 pour un euro. Pour

ce faire, elle a annoncé qu'elle achèterait tous les euros qu'on voudra bien lui vendre, pour 1 fr. 20 pièce. Ainsi, personne n'a intérêt à vendre l'euro pour moins cher, et le cours ne chute jamais en dessous. La conséquence évidente, c'est que la BNS dispose maintenant de stocks très importants de devises (et en particulier d'euros), et qu'elle a mis sur le marché des milliards de francs suisses.

L'une des grandes forces d'une Banque nationale, c'est sa crédibilité. Si les marchés ont une confiance en sa solidité lorsqu'elle annonce un taux plancher, alors peu de personnes seront intéressées à acheter des francs suisses au prix maximum offert par la BNS. En effet, s'il y a ce plancher, alors le franc ne peut que se déprécier. Mais si les gens n'ont pas confiance en ce plancher, alors les spéculatrices-eurs ont intérêt à acheter massivement des francs suisses, car au moment de la suppression du plancher, ceux-ci s'apprécient immédiatement de plus de 15%.

## JEAN-PIERRE ET LE LOUP

Lorsque la BNS, après avoir annoncé avec fermeté qu'elle défendra le taux, change d'avis quelques jours après seulement, elle se lie les mains. Elle aura de la peine à agir à nouveau sans que les spéculatrices-eurs ne se battent contre elle. Cette suppression du taux plancher est un aveu d'impuissance crié au grand jour. Le problème, c'est que si ce n'est pas la BNS qui peut nous protéger du franc fort, c'est le reste de l'économie qui devra en subir les conséquences. Malheureusement, comme d'habitude, ce sont bel et bien les salarié-e-s ou les chercheuses-eurs d'emplois qui seront en première ligne. Par contre, les milliardaires en francs suisses viennent en une seconde de s'enrichir davantage qu'un-e travailleur-eur en une vie de labeur.

Samuel Bendahan



Fin du taux plancher

## ÉCONOMIE

# Pour plus de démocratie à la BNS

La décision de la Banque nationale suisse (BNS) de cesser de défendre un taux de change plancher avec l'euro confronte la Suisse avec une acuité renouvelée aux contradictions fondamentales de sa politique monétaire et économique. Selon le «bloc bourgeois», l'indépendance de la BNS par rapport à la Confédération doit être la plus forte possible. Compte tenu de la législation mise en place en 1907 par cette majorité, la démarche de la BNS du 15 janvier passé consistant à informer au dernier moment les autorités fédérales avant de procéder à une décision de grande portée est pleinement légitime. En plus de cent ans d'existence, le Conseil fédéral n'a décidé qu'une seule fois de la politique monétaire à la place de la BNS. C'était en septembre 1936, au plus profond de la grande crise des années 1930.

La politique serait-elle donc complètement impuissante face à des décisions d'une ampleur aussi sismique que celle prise par la direction de la BNS il y a deux semaines? Par principe, il ne saurait être admissible qu'un *gremium* de trois personnes, fût-il composé de nos meilleurs spécialistes du domaine monétaire, puisse

prendre en toute indépendance des décisions d'une telle ampleur et avec des impacts potentiels aussi importants en termes de croissance économique, de finances publiques et d'emploi.

## PLUS DE CONCERTATION

Pour atténuer l'indépendance de la BNS, il est urgent de réformer et clarifier la législation sur la Banque nationale afin d'obliger celle-ci à prévoir obligatoirement une concertation concrète avec les autorités démocratiquement élues avant que ne soient prises des décisions monétaires dont la portée dépasse de loin une dimension purement «technique». L'argument selon lequel cela serait impraticable car il faudrait préserver la confidentialité des débats, n'est pas une ligne tenable. Au moment du sauvetage de l'UBS, d'intenses échanges ont eu lieu entre le Conseil fédéral, l'administration des finances et les sphères dirigeantes de la BNS.

Le gouvernement fédéral se doit pour sa part de donner une ligne claire en matière de mesures d'accompagnement concernant des choix monétaires majeurs (programmes d'investissement, intensifica-

tion de la politique d'aide à la reconversion professionnelle, etc.). En ce sens, il faut rappeler que l'indépendance de la BNS est certes consacrée tant par la Constitution que par les usages. La loi la concernant prévoit néanmoins une information réciproque et une concertation entre la Banque et le Conseil fédéral en cas de décisions «importantes» en matière de politique conjoncturelle et monétaire. Les cas sont certes rares mais ils se sont déjà produits pour des décisions d'ampleur similaire à celle d'aujourd'hui, notamment lorsqu'en janvier 1973, la BNS a décidé du flottement de la monnaie suisse (abandon de la fixation de sa valeur en comparaison à celle des autres monnaies).

*Cesla Amarelle,  
conseillère nationale PS*

Nous reviendrons de manière plus détaillée sur ces questions de politique monétaire dans un prochain numéro.



AFRIQUE DU SUD

# Crise syndicale à la COSATU

Nous poursuivons notre série d'articles sur la recomposition syndicale en Afrique du Sud, grâce aux contributions de Terry Bell. Dans cet article, il fait le point suite à l'expulsion d'un des plus gros syndicats de la COSATU, sur fond de contestation du programme économique libéral de l'ANC.

Il n'est pas exagéré de dire que l'Afrique du Sud est au milieu d'une de ses évolutions politiques majeures depuis 1994. La récente décision prise par la majorité de la direction du Congrès des syndicats sud-africains d'expulser l'union nationale des métallurgistes a démarré un processus dangereux qui pourrait sérieusement endommager la fragile démocratie sud-africaine.

Suite à cette décision, la secrétaire générale du COSATU a écrit dans une lettre que «l'ampleur de la décision n'est pas seulement historique, mais a des implications capitales». Si la plus grande fédération syndicale devait se fragmenter dans le désordre, cela aurait des répercussions profondes sur toute la société.

## UNE EXPULSION CONTROVERSÉE

L'espoir que les dirigeant-e-s de COSATU, de l'ANC et du parti communiste avaient d'avoir isolé définitivement NUMSA a été touché. Ainsi, sur les huit syndicats qui avaient voté contre l'expulsion de NUMSA de la COSATU, sept ont réitéré

leur soutien lors de plusieurs conférences de presse. Le huitième syndicat était celui des travailleuses-eurs municipaux. Le trois-quarts de ses délégué-e-s au comité exécutif de COSATU ont défilé leur base en votant l'expulsion de NUMSA. Mais après une âpre bataille judiciaire, et un changement à la tête du syndicat, il semble que SAMWU soutiendra de nouveau NUMSA.

Les explications du secrétaire général de NUMSA et les représentant-e-s des sept syndicats sur les raisons de leur opposition à l'expulsion ont été bien reçues. Leur appel légitime pour un congrès national extraordinaire est certainement la meilleure façon d'éviter le désastre et cette proposition recueille un large soutien.

## UNE DIRECTION ANTI-DÉMOCRATIQUE

Toutefois, la réponse du secrétaire général de l'ANC et de la direction de COSATU a réintroduit de la confusion, les deux entités déniaient la possibilité de tenir un congrès national extraordinaire. Cette ligne est difficile à comprendre. En effet, un congrès extraordinaire est généralement convoqué pour traiter des sujets extrêmement importants hors du cycle habituel de trois ans. Quiconque pense que la situation actuelle de COSATU n'est pas dangereuse se trompe. Et quand le secrétaire général de COSATU affirme que tenir un tel congrès signifierait un éclatement de COSATU, il ne fait qu'exprimer une opinion anti-démocratique.

Par le passé, il y a déjà eu des désaccords lors des différents congrès de COSATU; cela se réglait normalement par un vote majoritaire. Par exemple en 1993, NUMSA avait demandé que la COSATU se retire de l'alliance formée par l'ANC, puisqu'une fois que l'ANC était au gouvernement, l'ANC était de facto devenue l'État-employeur. Cette résolution avait été refusée au

vote majoritaire et NUMSA avait accepté la décision en restant dans la fédération. Le syndicat avait continué de soutenir l'alliance.

Toutefois, afin de justifier l'exclusion, le président de COSATU a listé cet ancien épisode comme une des raisons d'exclure NUMSA. Il a aussi remarqué que la direction avait expulsé trois syndicats précédemment. Mais c'était toujours pour des raisons de cotisations impayées, alors que NUMSA a toujours été à jour.

## VERS UNE RECOMPOSITION

La seule raison qui semble éventuellement recevable est l'accusation selon laquelle NUMSA a dépassé ses prérogatives et débauché des membres d'autres syndicats, alors que la politique de COSATU est «une industrie, un syndicat». Mais ce concept n'a jamais vraiment été opérationnel car les travailleuses-eurs décident eux-mêmes quel syndicat rejoindre.

Le désastre s'approchant, les décisions démocratiquement prises par la base semblent être la seule solution de sortie de crise. Et si cela devait aboutir à un affaiblissement de la COSATU, et par extension de l'ANC et du parti communiste, tant au niveau politique que financier, il s'agirait de le respecter quand même.

Terry Bell  
(Traduction MG)

## Acronymes syndicaux

**COSATU:** Congrès des syndicats sud-africains. Fédération syndicale historique qui a joué un rôle important dans la lutte contre l'apartheid. Regroupe environ 1,8 millions de travailleuses-eurs.

**NUMSA:** Union nationale des métallurgistes. C'était le plus gros syndicat en terme de membres (340'000) affilié à COSATU jusqu'à son expulsion.

**SAMWU:** Syndicat des travailleuses-eurs municipales-aux. Le plus important syndicat du service public (180'000 membres). MG

NORVÈGE

# Une culture du débat

«Réaliser un journalisme sérieux et critique, comprenant la diffusion d'analyses politiques et économiques sur toutes les formes d'exploitation, d'oppression et de dégradation de l'environnement, en vue de susciter et de contribuer à une critique idéologique, à l'organisation et la lutte politique contre ces conditions par le biais d'une vision révolutionnaire et socialiste.» Telle pourrait être la traduction française du mot d'ordre historique du journal d'opinion norvégien *Klassekampen* («La lutte des classes»).

À la lecture de ces objectifs fondamentaux, on pourrait facilement croire qu'il s'agit d'une parution à tirage modeste et au lectorat de gauchistes isolé-e-s sur l'immense territoire du pays. Et pourtant, aux côtés des plus grands quotidiens nationaux tels que *Aftenposten*, *VG* et *Dagensbladet*, *Klassekampen* est une référence médiatique qui dépasse largement un public de convaincu-e-s.

Avec un lectorat estimé à environ 117'000 personnes en 2013 (95'000 sur papier et 29'000 sur internet) et un tirage de plus de 17'000 exemplaires chaque jour, *Klassekampen* se situe au sixième rang des quotidiens d'actualités politiques et culturelles à l'échelle nationale. Plus impressionnant encore, rien ne semble arrêter la croissance du quotidien qui a vu ses ventes augmenter de manière constante depuis le début des années 2000, correspondant à un doublement du tirage entre 2005 et 2013; et ceci alors même que la plupart des grands journaux connaissent une chute de leur lectorat.

Lancé en 1969 par une scission de l'aile gauche du *Socialistisk Folkeparti* (SF), l'objectif du groupe marxiste-léniniste était de jeter les bases d'un nouveau parti communiste en Norvège. *Klassekampen* devient ainsi l'organe officiel du MLG (*Marxist-Leninistiske Grupper*) qui deviendra plus tard le *Arbeidernes Kommunistparti* (AKP). Gérée de manière complètement bénévole à ses débuts, la publication connaît un important succès en raison de la progression du mouvement.

## CROISSANCE ET RECONVERSION

Dans les années 1970, la rédaction et la gestion deviennent petit à petit salariées et la parution de plus en plus régulière (bi-hebdomadaire puis quotidien en 1977). La croissance du journal atteint un pic au début des années 90 en lien avec la campagne contre l'adhésion à l'Union européenne. Si par la suite il a connu une période sombre soulevant des conflits d'orientation au sein de la rédaction, il a réussi avec brio au début des années 2000 une reconversion d'organe officiel de parti à un journal d'opinion au public large, simplement décrit comme le quotidien de la gauche («venstresidas dag-savis»). *Rødt*, le nouveau parti communiste norvégien, détient 20% du journal, les 80% restant sont repartis entre différents partenaires.

Avec ses 32 pages en semaine allant de la politique intérieure et extérieure à l'actualité culturelle et médiatique en passant par les débats d'idées, ses 48 pages en édition week-end, ainsi que ses suppléments

lecture et musique («bokmagasinet» et «musikkmagasinet») le samedi et le lundi, *Klassekampen* est devenu un incontournable, lu au bistrot, à la pause café ou dans le bus par un public aux opinions politiques variées. Les positions présentées dans le journal sont ainsi nécessairement plus larges que dans le passé mais sans trahir l'objectif de contribuer à la critique idéologique en mettant à disposition une publication alternative de gauche.

À l'heure où beaucoup s'interrogent sur l'avenir de la presse écrite et où la dictature du fait divers et du consensus politique lisse le débat et semble limiter les possibilités de la presse d'opinions, *Klassekampen* nous donne un bel exemple d'un journal vivant et différent!

Line Rouyet

LES EXIGENCES DES RAVISSEURS DE FLORENCE AUBENAS :



**LE POING** Un poing empli de consternation à **Christiane Taubira** pour son appel à la plus grande fermeté, voire plus, envers les «infractions à caractère discriminatoire ou motivées par l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ainsi que des infractions de provocation au terrorisme et d'apologie du terrorisme». Tout cela, bien sûr, après le massacre de *Charlie Hebdo*, pour défendre la démocratie et la liberté d'expression.



**LA ROSE** La rose de ce mois est décernée à **Thomas Piketty**. En plus d'avoir contribué à relancer le débat sur les inégalités dans son livre *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, le professeur d'économie fait un pied de nez à François Hollande en refusant d'être admis dans l'ordre de la Légion d'honneur. Piketty pense que ce n'est pas au gouvernement de désigner qui est honorable et méritant. Dans cette République égalitaire qui aime les honneurs, le refus de Piketty est méritoire.



FESTIVAL

# Cultiver des sexualités positives

*La Fête du Slip* revient à Lausanne pour son édition de 2015 qui se tiendra du 6 au 8 mars, pour la première fois dans le quartier de Sébeillon, à l'Arsenic et au théâtre Sévelin 36. Ce festival sur les sexualités et le genre, qui se définit comme «sexe-positif» et pluridisciplinaire, propose une programmation variée et mêlant donc différentes façons d'évoquer nos pratiques sexuelles, comme la danse, le cinéma ou des performances. *Pages de gauche* a rencontré la directrice artistique du festival, Viviane Morey, qui nous dévoile certains éléments du programme 2015.

**Cette édition veut mettre l'accent sur la question du travail du sexe. Comment s'est fait ce choix?**

Le thème des conditions de travail des travailleuses-eurs du sexe n'apparaît pas pour la première fois dans le festival, mais cette fois il nous semblait important d'aborder le travail du sexe plus directement et explicitement dans la mesure où cette édition se tient dans un quartier de Lausanne où

la prostitution de rue est présente. Il nous paraît ainsi important de donner la parole aux personnes concernées.

**Quelles formes prennent ces prises de parole?**

Ce sont surtout les arts vivants qui sont représentés, avec deux performances individuelles et un spectacle de danse. Ce dernier a lieu au théâtre Sévelin 36 et s'intitule (*nou*). Mis en scène par Matthieu Hocquemiller, la création de danse contemporaine travaille un thème cher à *La Fête du Slip*, la fabrication de l'intime. Plusieurs des danseuses-eurs de la compagnie *À contre-poil du sens* ont une expérience dans le travail du sexe et proposent ainsi un travail chorégraphique autour du sexe et du corps comme espace politique.

Une collaboration avec l'association *Fleur de Pavé* s'est également mise en place dans l'idée d'entendre les personnes localement concernées. Il est cependant évidemment très difficile de demander et d'obtenir la participation des travailleuses-eurs de rue locales-aux. L'idée est donc de monter un projet créatif qui permettra de mettre en scène ces paroles et de préserver l'anonymat des personnes qui s'expriment. Notre souhait est également de donner la parole aux personnes participant au festival et de créer ainsi des échanges qui viendront enrichir la manière dont nous abordons chacun le travail du sexe.

**Le choix de ce thème vous a-t-il posé des problèmes?**

Certaines personnes semblent croire qu'il s'agit de promouvoir le travail du sexe. Il est cependant possible de défendre l'idée que, sans prendre parti dans l'absolu – ce qui relève selon moi d'une position morale –, il faut soutenir les personnes pratiquant le travail du sexe, leur droits. Être contre une interdiction n'est pas synonyme de promotion.

**Vous considérez-vous comme un festival militant?**

Non. Nous souhaitons que la possibilité de se sentir concerné et intéressé par le festival touche un large public. Ce serait plus difficile avec un événement estampillé militant. Bien sûr, nous sommes conscient-e-s de défendre une approche des sexualités aujourd'hui minoritaire. Et à titre personnel, je me déclare féministe. Mais pour faire connaître cette approche, il nous semble plus efficace d'amener des personnes d'horizons différents et de ne pas rester dans un entre soi de personnes déjà convaincues.

**Traiter ces questions sous un angle artistique et culturel ne constitue-t-il pas un autre moyen de le faire?**

En effet, l'accent est mis sur l'art et la culture. Nous nous préoccupons de la qualité artistique des œuvres montrées. Les films projetés, par exemple, sont sélectionnés selon ce principe.

**Malgré le succès du festival, les institutions qui octroient des subventions culturelles vous boudent. Comment gérez-vous la situation?**

Oui, les institutions privées et publiques restent frileuses. Grâce à une très bonne fréquentation, nous parvenons à couvrir les frais irréductibles, mais l'ensemble de l'organisation, et surtout, malheureusement, des artistes travaillent pour des cachets misérables ou carrément bénévolement. Je trouve que c'est un problème. Il faudrait pouvoir rémunérer leur travail et dans ce but, nous continuons à chercher des financements, notamment grâce au crowdfunding via le site [wemakeit.com](http://wemakeit.com) auquel vous pouvez participer!

*Propos recueillis par  
Stéphanie Pache*

[www.lafeteduslip.ch](http://www.lafeteduslip.ch)

Pour vos dons :

<https://wemakeit.com/projects/la-fete-du-slip-edition-2015>



## LIVRES

## Orwell au pied de la lettre

George Orwell avait de grands idéaux, et de grands pieds. Il est donc question de polémiques et de paires de godasses dans sa *Vie en lettres*, belle «autobiographie épistolaire» que viennent de traduire les éditions Agone. Au moins autant que de son évolution intellectuelle ou de son parcours d'auteur, ce dont les plus de trois cent lettres rassemblées dans ce livre témoignent, c'est en effet de la vie quotidienne de cet Eric Blair, fils d'un fonctionnaire anglais aux Indes, devenu le célèbre George Orwell, socialiste indépendant et auteur de 1984.

Le voyant débarquer dans l'Espagne révolutionnaire de 1936, ce qui convaincra la recruteuse chargée de l'accueillir de sa volonté de se battre, c'est «les bottes qu'il portait sur une épaule. Il savait qu'il ne trouverait pas de bottes assez grandes pour lui en Espagne [...] C'était

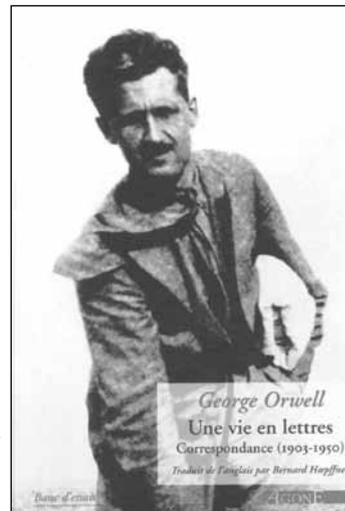
George Orwell et ses bottes venus se battre en Espagne». On le voit encore, retiré sur une île en Écosse au sortir de la guerre, demander à son ami Dwight Macdonald de lui en envoyer des États-Unis une paire de chaussures de marche «taille 12», denrée rare dans l'Angleterre en pénurie, et lui conseiller de les envoyer «dans deux paquets séparés, comme ça personne n'aurait intérêt à les piquer, à moins qu'il n'y ait un unijambiste sur les docks».

Au delà de ces aspects anecdotiques, l'évocation fréquente de questions très terre à terre dans les lettres d'Orwell – ses cultures de patates, sa chèvre Muriel, la ponte de ses poules ou les différents modèles de tracteurs, mais aussi sa précarité et ses problèmes de santé récurrents – dessine le portrait d'un homme refusant d'endosser le costume de l'intellectuel, satisfait (voire un peu fier)

de se considérer simplement comme faisant partie des gens ordinaires. Déjà déssillé par l'ampleur de la désinformation et la capacité des journalistes et intellectuels à nier purement et simplement la vérité lors de la Guerre d'Espagne, la difficulté qu'il aura à faire publier *La ferme des animaux*, son conte de fée anti-stalinien, lui confirmera le bien-fondé de cette défiance face à une *intelligentsia* dont «la plupart [...] sont tout à fait prêts pour les méthodes dictatoriales, la police secrète, la falsification systématique de l'histoire, etc., tant qu'ils ont l'impression que c'est dans "notre" camp».

Gabriel Sidler

À lire : George Orwell, *Une vie en lettres. Correspondance (1903-1950)*, Marseille, Agone, 2014.



## HOMMAGE

## René Vautier: la caméra au poing

«Alors que j'étais encore à l'IDHEC, l'Institut Des Hautes Etudes Cinématographiques, j'ai filmé [...] des manifestations d'étudiants contre le racisme. [...] On m'a ensuite dit que j'aurais un brassard qui me permettrait de filmer au milieu de la police. Là, j'ai entendu, dans cette curieuse police parisienne qui avait déjà envoyé des Juifs dans les camps de concentration, des policiers se dire entre eux, quatre ans après la fin de la guerre: "Regarde le petit bicot en face, tu vas voir comment que je vais l'arranger quand on va charger... Et le viêt, à côté... Et le négro, là, je vais lui faire son affaire..." Alors j'ai enlevé le brassard, je l'ai balancé aux policiers, et je suis passé en face... Et je suis resté en face, jusqu'à maintenant en fait. En chargeant, les policiers m'ont assimilé aux bicots-négroviêts, ils m'ont démis le bras

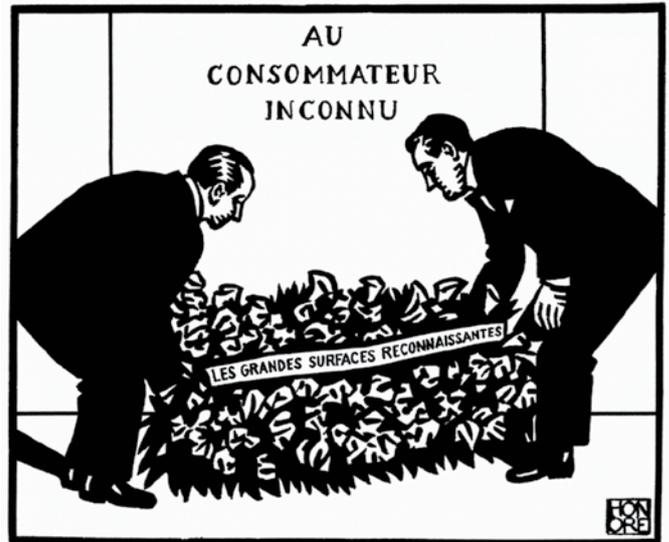
et cassé la caméra. Lorsque je suis rentré à l'IDHEC, on m'a dit que je n'étais pas allé là-bas pour me faire casser la caméra, mais uniquement pour filmer. Le plus important était de filmer. Mais moi je pensais que le plus important était de refléter les choses sous-jacentes à la réalité qu'on filmait.»

## EN FACE

Il y a beaucoup de René Vautier dans cette anecdote sur le début de sa carrière de documentariste qu'il livrait à *L'œil électrique* en 2000. D'ailleurs, juste après cet épisode et alors qu'il est toujours étudiant à l'IDHEC, il part en Afrique réaliser un documentaire de commande sur les bienfaits de l'éducation française dans les colonies. Encore une fois, il ne peut pas se contenter de ce qu'on veut bien lui montrer et revient avec un film antico-

lonialiste qui montre la brutalité de la présence coloniale: *Afrique 50* (voir *Pages de gauche* 128). Son film sera interdit pendant 40 ans et vaudra une année d'emprisonnement à son auteur qui vient d'avoir vingt ans. On peut ensuite dérouler la liste: soutien aux grévistes brestois, engagement avec le FLN, groupes Medvedkine avec Marker, grève de la faim contre la censure, engagement écologiste en Bretagne. Toute sa vie, Vautier a su «rester en face», sa caméra a toujours été, comme il l'a dit à *Alternative Libertaire* en 2004, «une arme de témoignage [...] [qui] peut être un instrument de paix». Il est décédé le 4 janvier passé à 86 ans... un bout de caméra logé dans le crâne depuis un accrochage avec l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Julien Wicki



**ILLUSTRATIONS**

En hommage aux caricaturistes de Charlie Hebdo assassinés, nous avons illustré ce numéro de Pages de gauche avec quelques-uns de leurs dessins.

**JAB**  
 CH-1450 Sainte-Croix  
 Adresse de renvoi: Pages de gauche  
 Case postale 7126, 1002 Lausanne

